

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION
BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

AK/EC

Direction régionale de
l'industrie et de la recherche

le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Dossier d'autorisation n° 2473-8

Arrêté n° 91 - 3

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre Ier de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application, notamment son article 2,

Vu l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs,

Vu l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations classées, complétée et modifiée par la circulaire ministérielle du 20 septembre 1985 pour l'application de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées,

.../...

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion,

Vu le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence pris en application de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment son article 7,

Vu l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts aériens existants de liquides inflammables,

Vu le décret n° 90-267 du 23 mars 1990 relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de déchets générateurs de nuisances,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976 modifié les 6 août 1984, 24 juin 1988 et 7 septembre 1990, autorisant la société ICI FRANCE S.A. à exploiter sur le territoire de la ville de VERDUN - écart de Baleycourt - une usine de fabrication de produits chimiques,

Vu la demande du 19 février 1990 complétée le 3 avril 1990, présentée par M. PUYAUBREAU, directeur général de la société ICI C et P France S.A. - Etablissement de Baleycourt à VERDUN tendant à obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de l'atelier "Estérification",

Vu les plans et descriptifs annexés à la demande,

Vu les avis recueillis,

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 juin au 18 juillet 1990 inclus,

Vu l'avis du commissaire-enquêteur,

Vu les rapport et propositions de l'inspecteur des installations classées (DRIR),

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 14 décembre 1990,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

.../..

// -) R R E T E

Article 1er -

La Société ICI C et P FRANCE SA dont le siège social est à BALEYCOURT est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Baleycourt, dans l'enceinte de son usine, un atelier pilote permettant la production à petite échelle d'esters.

La liste des produits utilisés la première année a été fournie, à titre confidentiel, en un seul exemplaire, à la Préfecture, le 22 février 1990 (conformément à l'article 2 § 4 du décret du 21 septembre 1977).

La capacité de fabrication de cet atelier pilote sera de 1.000t/an.

Il comprendra en outre les stockages suivants :

Alcools solides	4,5 t	stockage sur palettes en entrepôts,
Alcools liquides	90 m3	stockage en bacs,
Méthanol	30 m3	stockage en bacs,
Acides solides	69,5 t	stockage sur palettes en entrepôts,
Acides liquides	50 m3	stockage en bacs,
Esters (produits finis)	150 t	stockage sur palettes en entrepôts,
Xylène (solvant)	0,8 m3	stockage en fûts de 200 litres,

auxquels seront associés les postes de chargement et/ou de déchargement correspondants.

Les activités sont visées aux numéros 3-1°, 183 ter, 253 et 261 de la nomenclature des installations classées.

.. /...

Article 2 -

Plans

Les installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande et complétés par l'entreprise par courrier LC/9032 du 03/04/1990.

Toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

I) PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 3 -

L'atelier pilote devra respecter les prescriptions générales imposées à l'ensemble de l'usine par l'arrêté préfectoral n°2473 du 05 juillet 1976 modifié les 06 août 1984, 24 juin 1988 et 07 septembre 1990.

Le choix de l'emplacement de l'unité, sa conception, le contrôle de la qualité de sa réalisation, sa conduite, et son entretien seront effectués de façon à garantir en limite de propriété, en cas d'incident de fonctionnement, une teneur en gaz toxiques qui soit constamment inférieure à la valeur qui entraînerait sur les populations riveraines des atteintes irréversibles à leur santé.

L'atelier et ses annexes seront équipés et exploités conformément à l'étude des dangers annexée à la demande d'autorisation.

Cette étude sera complétée, et si besoin, révisée au fur et à mesure de l'apparition de connaissances nouvelles concernant l'un des éléments qui la composent.

Préalablement à sa réalisation, toute modification dans le procédé ou aménagement des installations fera l'objet d'un examen et d'une mise à jour de l'étude des dangers.

Article 4 -

Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur.

L'équipement électrique doit être également conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

.../...

II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 5 - Installations de stockage

5-1 Alcools liquides

Ce stockage sera constitué d'un groupe de 6 cuves en acier inoxydable et une cuve de méthanol. Les réservoirs seront équipés conformément à l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts de liquides inflammables. Les toits des cuves seront frangibles. Par ailleurs, l'exploitant prendra ses dispositions pour permettre la mise en place d'une couche de solution moussante sur chacun des réservoirs en cas d'incendie éventuel.

5-1-1 Le groupe de 6 cuves sera réparti de la façon suivante :

2 cuves de 30 m3 dont une chauffée,
4 cuves de 20 m3 dont deux chauffées.

Les cuves ne pourront pas être chauffées par une eau dont la température est supérieure au point éclair du produit stocké dans celles-ci, une régularisation sera prévue à cet effet.

La cuvette de rétention de ce groupe devra être au moins égale à 50 % de la capacité totale soit 70 m3.

5-1-2 Cuve de méthanol

Cette cuve de 30 m3 sera placée en cuvette de rétention indépendante d'une contenance au moins égale à sa capacité.

Elle sera inertée à l'azote ; un contrôle approprié permettra à l'exploitant de s'assurer de l'efficacité de l'inertage.

Pour l'ensemble de ces cuves, les tuyauteries d'alimentation passeront en dehors des cuvettes de rétention et les pompes ne seront pas situées dans ces cuvettes.

Toutes les cuves seront munies d'évents capables d'évacuer les vapeurs susceptibles de se produire en cas d'incendie.

5-2 Matières premières solides - Produits finis - Matières premières en fûts

a) Ce stockage sera opéré dans un hall de 625 m² sur un même niveau pouvant contenir 100 t de matières premières (acides et alcools solides et 500 t de produits finis (esters). Aucun produit inflammable ne sera stocké dans ce hall.

.../..

c) Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 m de hauteur libre sera maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins du bâtiment.

d) La stabilité au feu de la structure sera de degré 1/2 heure. La toiture sera réalisée en éléments incombustibles, elle comportera au moins sur 2% de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées.

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposées, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt; elle n'est jamais inférieure à 0,5% de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

Le local sera convenablement ventilé et les portes s'ouvriront vers l'extérieur.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

e) Le sol du bâtiment sera étanche et formera cuvette de rétention. Si la cuvette de rétention est délimitée par des murs, ce dispositif devra présenter la même stabilité au feu que ces murs. La capacité de la cuvette de rétention annexée au bâtiment devra être égale à au moins 50% de la capacité globale de stockage des fûts.

f) Le bâtiment disposera d'au moins deux issues vers l'extérieur situées dans deux directions opposées.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu.

g) Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

.../...

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

h) L'exploitant disposera pour ce local d'une détection incendie et de fumée avec alarme transmise dans un endroit fréquenté 24H sur 24.

i) Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés dans une même cellule. Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion, en particulier :

- les produits combustibles ou réducteurs d'une part, et les produits oxydants, d'autre part;
- les acides, d'une part, et les bases d'autres part, y compris les sels acides ou basiques susceptibles de réaction dangereuses.

Dans ce cas, le stockage comportera au moins deux zones distinctes, y compris au niveau des égouttures et des cuvettes de rétention.

j) Les fûts entreposés sur palettes ne pourront être stockés qu'au plus sur 4 niveaux.

k) Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues prévues vers l'extérieur.

Lors de la fermeture de l'entrepôt, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

Article 6 - Atelier

6-1 Le sol de l'atelier sera étanche et permettra la récupération d'un volume au moins égal au volume du plus gros récipient utilisé.

Les véhicules incendie devront pouvoir circuler autour de la structure abritant l'atelier.

6-2 Tous les récipients pouvant contenir des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à la température de travail
.../...

(prémélangeur, réacteur, etc...) devront être inertés à l'azote, et leur ciel sera fréquemment purgé.

Ils seront, de plus, munis de disque de rupture ou soupape de sûreté permettant d'évacuer à l'atmosphère et sans danger pour l'environnement l'effet d'une surpression éventuelle.

6-3 L'exploitant s'assurera par des contrôles appropriés que les opérations de réaction et de purification ne se dérouleront pas dans une atmosphère susceptible d'explosion.

L'installation de manipulation des sacs de produits pulvérulents devra être conçue en prenant en compte le risque d'explosion de poussière. A cet effet, des événements et des sas permettront d'éviter la propagation.

III) REGLES PARTICULIERES D'EXPLOITATION

Article 7 -

Une captation des poussières de l'explosion sera également mise en place au point de déversement.

Paramètres importants pour la sûreté.

L'exploitant établira et tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées la liste des paramètres importants pour la sûreté de l'installation, cela concerne notamment :

- les procédures d'inertage ou de mise sous vide,
- le suivi des températures,
- le suivi des pressions,
- le suivi des débits.

Article 8 -

Des dispositifs de contrôle et d'alarme, techniquement distincts, devront détecter instantanément toute défaillance ou détérioration du matériel lié à la sécurité.

Ils mesureront au moins deux paramètres significatifs de nature différente. Ces deux dispositifs ne devront pas, en outre, comporter de mode commun de défaillance interdisant la mise en sécurité de l'installation.

Article 9 -

Les dispositions suivantes seront mises en oeuvre :

- doublement des pompes importantes pour la sécurité,
- mise en sécurité de l'installation dès coupure :

- * du réseau eau/vapeur,
- * de l'électricité,
- * de l'alimentation en gaz inerte.

- mise en place de procédures strictes concernant le chargement du réacteur, l'intervention sur le réacteur, les opérations de dépotage, l'injection des stabilisants.

.../...

Les consignes écrites reprenant ces procédures seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 10 -

Maintenance de l'atelier.

Tant au niveau de la conception, de la construction que de la maintenance courante, il sera fait appel à des procédures d'essais et de contrôles garantissant la qualité des opérations et des matériels et leur conformité avec les spécifications prévues.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées les résultats de ses contrôles.

Article 11 -

Facteurs humains.

11-1 Conduite en cas d'accident.

La résistance et l'étanchéité des structures constitutives de la salle de contrôle seront telles que, lors des accidents survenant dans l'unité ou dans les unités voisines, le dispositif de conduite et les opérateurs puissent continuer à assurer leurs fonctions ou mettre en sécurité l'atelier.

Le personnel de l'atelier devra disposer dans la salle de contrôle, de consignes d'exploitation et de sécurité, lui permettant notamment :

- de l'aider à prendre les décisions adéquates en cas de dérive du procédé ou d'anomalies de fonctionnement.

Des moyens de communication à distance seront mis à dispositions du personnel.

11-2 Formation

Une formation du personnel de conduite et d'entretien sera faite.

Cette formation comprendra obligatoirement :

- * un programme de formation initiale,
- * un programme de formation continue,

.../...

- * la réaction aux situations accidentelles,
- * un contrôle des connaissances.

En outre, une formation particulière sera donnée à toute personne non affectée spécifiquement à cette unité, mais amenée à intervenir dans celle-ci.

IV) MOYENS D'INTERVENTION

Article 12 -

Prévention des pollutions accidentelles.

Les aires de chargement et de déchargement ainsi que l'aire d'exploitation seront étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles qui seront dirigées vers la fosse de relevage des effluents liquides allant vers les stations de flottation et d'épuration biologique.

Article 13 -

Bassin de confinement.

Les eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie, seront dirigées vers un bassin de confinement duquel elles pourront être reprises pour traitement.

Article 14 -

Moyens de protection contre l'incendie.

Le nombre et l'emplacement des bornes incendie seront tels que l'on puisse accéder à tout endroit où peut survenir un sinistre.

Le matériel incendie (extincteurs fixes, mobiles, lances d'incendie armées) sera suffisant en nombre et en capacité pour combattre tout sinistre.

L'atelier sera quadrillé par un système de détection incendie qui en cas de déclenchement alertera la salle de contrôle.

Pour l'entrepôt, les robinets d'incendie armés seront disposés à proximité des issues de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.

.../...

14-2 Détection.

Des détecteurs de gaz DRAEGER seront mis à disposition des opérateurs.

Un réseau de boutons d'alarme sera disposé judicieusement aux différents étages pour déclencher la sirène d'alarme.

14-3 Matériel d'équipement.

Le personnel sera équipé de tenues de protection adaptées aux risques. Des moyens de protection et secours contre les risques pathologiques seront dispersés dans l'atelier, dans la salle de commande et dans la salle de 1er secours située à proximité. Cela concernera douches, lave-yeux, appareils respiratoires, appareils de réanimation, matériel de premier secours.

14-4 Stockage des liquides inflammables.

Indépendamment de l'étude demandée par l'arrêté préfectoral 90-3700 du 7 septembre 1990, les moyens incendie concernant les nouveaux stockages seront conformes aux articles 11 à 19 de l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts de liquides inflammables.

V) POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 15 -

Les rejets issus des capacités seront condensés.

La quantité d'hydrocarbures rejetés à l'atmosphère par les pompes à vide de l'atelier pilote et de l'atelier "esters" sera limitée à 200 g/heure.

Les points d'émission des rejets à l'atmosphère seront situés à une hauteur de 20 mètres par rapport au sol.

Article 16 -

Rejet accidentel.

Les événements des soupapes des appareils pouvant émettre des vapeurs seront collectés; le conduit d'évacuation des gaz accidentellement rejetés débouchera à l'atmosphère à une hauteur de 25 mètres par rapport au sol.

.../...

Article 17 -

Contrôle.

L'exploitant procédera au plus tard trois mois après le démarrage des installations à un contrôle de tous les rejets à l'atmosphère cités précédemment et à une évaluation des moyens de traitement.

Par la suite, la fréquence de ces mesures sera annuelle.

Les résultats des contrôles cités ci-dessus seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées au plus tard un mois après leur réalisation.

VI) POLLUTION DES EAUX

Article 18 -

Circuits de traitement.

Toutes les eaux polluées (eaux de process et eaux de lavage) ou susceptibles de l'être seront collectées vers le bassin tampon puis traitées dans la station de flottation puis dans la station biologique exploitée par LACTOSERUM.

Avant leur traitement, ces rejets seront limités à 4 m³/j et 35kg /j de DCO.

La station d'épuration biologique permettra leur traitement avec une efficacité de 85% sur la DCO et 99% sur la DBO.

La pollution résiduelle rejetée par cette station est fixée par le contrat qui lie la Société ICI à la Société LACTO SERUM FRANCE à qui appartient la station d'épuration biologique de la plateforme.

Article 19 -

Contrôles.

La qualité des effluents bruts sera contrôlée en continu par un procédé simple.

Tous les trimestres, l'exploitant présentera à l'Inspecteur des Installations Classées, le degré d'avancement des recherches menées en collaboration éventuelle avec des organismes extérieurs et visant à améliorer la fiabilité du fonctionnement des stations d'épuration.

.../...

VII) DECHETS

Article 20 -

Les boues issues de la filtration sur terres de produits finis seront mises en fûts et expédiées en Angleterre où elles seront traitées par une société spécialisée.

Cette expédition sera faite selon la procédure du décret n°90-267 du 23 mars 1990 relatif au transit et à l'exportation de déchets. En cas d'impossibilité, ces déchets seront destinés à des installations autorisées à les traiter.

VIII) DIVERS

Article 21 -

Permis de feu.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement dans les zones à risques et nécessitant l'emploi d'une flamme ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommé désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

Article 22 -

L'étude des dangers sera mise à jour régulièrement. A la fin de chaque période quinquennale, la dernière mise à jour sera adressée à l'inspecteur des installations classées.

Le plan d'opération interne, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement, devra être mis à jour en tenant compte de l'étude des dangers concernant l'atelier pilote.

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application de l'article 7 du décret 88-622 du 6 mai 1988 et de l'article 17 du décret du 21 septembre 1977.

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

.../...

Article 23 -

L'équipement du personnel et les moyens de détection concernant cet atelier devront tenir compte des risques induits par la présence des ateliers voisins.

IX) DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 24 -

Changement d'exploitant - Cessation d'activité.

En cas de changement d'exploitant ou de cessation d'activité, le service des Installations Classées de la Préfecture devra en être informé dans le délai d'un mois. Avant son abandon, le site devra être remis en état.

Article 25 -

Hygiène et sécurité du personnel - protection des tiers.

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées de même que les prescriptions préventives édictées par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie.

L'établissement demeurera soumis à la surveillance de l'Inspection des Installations Classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 26 -

Infractions aux dispositions de l'arrêté - Durée de validité de l'autorisation.

Le Préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cesserait de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 27 - Droits des tiers -

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

.../...

ARTICLE 28 : La présente autorisation est accordée sous réserve des dispositions générales prévues par la législation et la réglementation en vigueur, à charge pour le bénéficiaire de s'assurer des modifications qui y surviendraient ultérieurement.

ARTICLE 29 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY 5, place de la Carrière - C.O. n° 38 - 54036 NANCY Cédex. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 30 : le secrétaire général de la Préfecture,
l'inspecteur des installations classées (DRIR),
le maire de VERDUN,
le sous-préfet de VERDUN,
le directeur régional de l'industrie et de la recherche,
le directeur départemental de l'équipement,
le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
le directeur départemental du travail et de l'emploi,
le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
le directeur du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,
le chef du service départemental de l'architecture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise, pour notification, à la société ICI C et P France S.A. Etablissement de Baleycourt - B.P. 95 - 55103 VERDUN Cédex et pour information, au directeur de l'agence financière de bassin RHIN MEUSE et au chef de la division équipement de la SNCF - Région de Metz 1, rue H. Maret - 57010 METZ Cédex.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERDUN et mise à la disposition de tout intéressé, un extrait énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

BAR LE DUC, le 2 janvier 1991

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire général
de la Préfecture,

Pascal MAILHOS

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau délégué


François MARQUOT

